Décembre 2008

L'aumônerie Militaire aux risques du Livre Blanc

L'ensemble de la Défense connaît une étape importante de restructuration liée à la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (R.G.P.P.) et du Livre Blanc publié en juin dernier. Cette restructuration ne relève pas seulement de la recherche d'une gestion optimisée des deniers publics, mais d'abord d'une mise à jour des objectifs assignés à la Défense et d'une mise en cohérence de l'ensemble des moyens requis, au service de ses missions.

Le Livre Blanc ne parle pas des aumôneries du fait sans doute de leur taille minimale à l'échelle de la Défense et du rôle marginal ou subsidiaire qui leur est, de fait, concédé dans le fonctionnement de la Défense.

Cependant, la démarche globale de rationalisation et de restructuration en cours dans les Armées devrait logiquement toucher aussi les aumôneries militaires en tant qu'elles sont au service de la Défense et financées par son budget. A cet égard, on ne saurait se contenter d'une réduction du format des aumôneries proportionnée à celle décrétée pour les Armées, ou d'une réévaluation de la place des aumôneries en fonction des perspectives nouvellement définies d'une « laïcité positive » ... La logique et la sagesse recommandent que l'on réexamine les missions assignées aux aumôniers militaires dans le contexte nouveau de la vie et des engagements des Armées (et de la Gendarmerie).

I - On peut sans doute distinguer trois missions « traditionnellement » reconnues de facto ou de jure aux aumôniers militaires à des titres divers :

1 - Historiquement et sur la base de la loi de 1905 (art. 1), la présence de l'aumônier devait

permettre le libre exercice du culte aux militaires, malgré la contrainte de la vie militaire, en caserne et plus encore en manœuvre ou en opération. Il s'agissait notamment pour les catholiques de pouvoir participer librement à la messe dominicale.

A vrai dire, ces contraintes ont été beaucoup assouplies : sur le territoire national, les emprises militaires sont largement désertées après les heures de travail et, bien sûr, le week-end. Au total, la nécessité de la présence d'un aumônier dans chaque enceinte en vue de permettre le libre exercice du culte par les militaires, se trouve aujourd'hui largement diminuée ; elle demeure cependant, dans le contexte opérationnel, dans un certain nombre d'unités isolées et dans quelques cas particuliers.

2 - Le rôle de l'aumônier, stablement affecté à une unité militaire dont il connaissait les hommes et la culture propre, a très vite dépassé le rôle proprement cultuel ; il s'est élargi tout naturellement à un ministère de présence, d'écoute, d'accompagnement spirituel et humain. Ce rôle, qui requiert sans doute aujourd'hui l'essentiel de l'engagement de l'aumônier, peut contribuer au « moral de la troupe », surtout s'il s'exprime aussi dans l'ordre du conseil, avisé autant que discret, auprès du commandement. A cet égard, il peut valoriser la place de l'aumônier au-delà du cadre légal précis prévu par la loi de 1905. Evidemment, ce rôle plus large de l'aumônier garde toute sa pertinence dans une armée professionnalisée et orientée vers la projection, et peut s'exprimer pleinement dans le contexte opérationnel dans la mesure où il s'exerce déjà à l'arrière dans le quotidien ...

3 - Sur un point plus particulier, l'aumônier militaire peut jouer encore un 3ème rôle reconnu parfois dans la pratique, à défaut d'être prévu explicitement par les textes réglementaires. Il s'agit d'un rôle de conseil ou d'expert -voire de formateur-, notamment en matière éthique. L'éthique demeure un domaine sensible et délicat pour lequel la formation des cadres militaires est généralement superficielle, et ce malgré l'importance de ses implications dans la vie militaire et opérationnelle (on peut en juger par les exigences comportementales énoncées par le code du soldat ou encore par celles impliquées par l'exercice du commandement et de l'obéissance corrélative, dans la vie militaire.

Evidemment, cette éventuelle contribution à la qualification éthique des soldats prend tout son sens dans le cadre de l'engagement opérationnel des Armées. En même temps, il ne peut s'exercer que dans la durée et en amont des questions qui peuvent se poser à la conscience des militaires en raison de leur engagement dans une mission opérationnelle.

Il - Au début des années 2000, replongeant plus intensément dans l'engagement opérationnel et constatant les nouvelles conditions de la vie militaire après la suppression du service national, la Défense a été tentée de voir l'intérêt et la justification des aumôneries uniquement dans le cadre opérationnel (voire de l'opérationnel sur les seuls théâtres d'opérations extérieures). De fait, en Opex ou dans une mission embarquée, la place de l'aumônier apparaît plus clairement, sinon de façon évidente, et le risque de devoir affronter la mort ajoute encore, avec les conséquences de l'isolement ou de l'éloignement, à la prégnance d'une présence d'un aumônier auprès des soldats.

On serait dès lors tenté d'envisager une restructuration des aumôneries et une redéfinition de leur mission en fonction de ce seul critère opérationnel [1]. Cette perspective apparemment simple autant que sympathique s'avère à l'analyse plus subtile à mettre en œuvre qu'on ne l'imaginerait au premier abord. En effet, pour que puisse fonctionner de façon satisfaisante et féconde l'aumônerie en opération, dans le contexte actuel des Opex ou des embarquements, plusieurs données sont à prendre en compte :

1 – Le moral des troupes en opération n'est pas indépendant de la situation, notamment familiale, à l'arrière. L'aumônier en opération devrait donc pouvoir travailler comme en binôme avec un confrère de l'arrière. L'isolement de certaines implantations militaires sur le territoire national et le nombre limité d'aumôniers rendent parfois difficile la mise en place d'un tel binôme dans l'état actuel des choses [2]. Ce « binômage » effectif ne pourrait se concrétiser que dans le cadre d'unités militaires homogènes regroupant sur un même site de l'ordre de 4 à 6000 militaires [3].

Ce souci de « l'arrière » souligne qu'une aumônerie recentrée sur l'accompagnement des militaires projetés ne peut se passer d'une implantation stable et suivie dans les unités de la métropole.

2 - Compte tenu de la durée brève des mandats en opération, qu'ils soient de 4 ou de 6 mois, la possibilité pour l'aumônier projeté de remplir l'ensemble de son ministère implique, autant que possible, qu'il connaisse et soit connu des militaires qu'il va servir ; à tout le moins, qu'il connaisse un minimum leur culture d'arme ou d'armée, de sorte que « l'apprivoisement » pastoral puisse se faire rapidement en quelques jours, quelques semaines au plus.

Cette connaissance et cette confiance dans l'aumônier est strictement requise surtout à l'égard des simples soldats pour permettre à l'aumônier de jouer son rôle d'écoute et

d'accompagnement. Dans les décennies passées -ou peut-être aujourd'hui encore vis-à-vis du monde officier-, la fonction cultuelle de l'aumônier passait avant et ouvrait éventuellement à une conversation ou à une confidence de tel ou tel avec l'aumônier, par ailleurs inconnu. Mais pour le grand nombre des militaires, il n'en va plus ainsi désormais. Ce serait plutôt cet accompagnement personnel ou cette écoute qui conduiraient au culte, après quelque temps.

L'idéal serait donc que l'unité en opération soit toujours accompagnée par l'aumônier qui lui est affecté à l'arrière [4]. Cela est cependant rendu très souvent impossible du fait du jeu de la modularité, et du nombre d'aumôniers largement inférieur au nombre d'unités majeures des Armées (même après mise en œuvre du Livre Blanc) [5].

En tout état de cause, cette exigence d'une connaissance mutuelle de l'aumônier et de la troupe confirme combien il est important, pour la fécondité du ministère de l'aumônier en Opex, que l'aumônerie soit présente dans le quotidien des unités en métropole, avant même de partir en Opex.

Sans doute la même logique conduit-elle à envisager comme nécessaire de maintenir une présence d'aumônerie dans les écoles militaires de première formation pour faire découvrir au jeune engagé cette institution (quasi ignorée dans le civil) et pourrait-on dire son « mode d'emploi ». C'est aussi dans ces écoles de première formation que l'aumônier pourra le mieux contribuer à la réflexion et à la formation éthique des jeunes militaires. Ce qui ne sera pas acquis en amont sur ces questions risque de ne jamais l'être en profondeur du fait du rythme du travail et des engagements professionnels ultérieurs.

3 - Un troisième aspect entre en ligne de compte pour permettre à une aumônerie orientée vers l'opérationnel de travailler avec fruit dans la durée. Il s'agit des conditions d'exercice du ministère de l'aumônier projeté ou embarqué et du soutien matériel ad hoc. En effet, le travail de l'aumônier en opération implique plusieurs aspects essentiels :

- pouvoir rencontrer les personnes dans la discrétion –il faut un lieu ad hoc- ;
- pouvoir prier pour tous et accueillir ceux qui veulent prendre un temps de recueillement -cela implique un oratoire, chauffé ou climatisé selon la saison- ;

- l'aumônier doit être au courant de ce qui se passe sur le site où il est envoyé, mais aussi dans son unité en métropole et en lien étroit avec la direction de l'aumônerie qui l'a envoyé en mission. Pour cela, il lui faut disposer des moyens de communication modernes ;
- enfin, l'aumônier est envoyé auprès de l'ensemble des soldats d'un théâtre (ou d'une flottille) et pas seulement auprès de ceux qui sont présents au Quartier Général -ou dans le camp de base- ; il leur est donc nécessaire de pouvoir « tourner » dans les différentes emprises avec un rythme hebdomadaire. Cela implique l'accès à des moyens de transports suffisamment disponibles [\[6\]](#) .

Ces moyens -au strict service de la mission- ne sont pas toujours disponibles – spécialement durant le premier mandat sur un nouveau théâtre-. Il y a là une incohérence qui rend difficile, parfois impossible, la mission de l'aumônier, et qu'il conviendrait de résoudre, en faveur de l'aumônier mais aussi de l'ensemble de la force. L'aumônier ne doit pas en effet apparaître comme un privilégié disposant en premier de ces moyens qui manqueraient cruellement à d'autres.

L'orientation décisive de l'aumônerie militaire vers l'accompagnement des militaires en opération apparaît comme un choix logique et cohérent par rapport au concept d'une armée professionnelle et de projection. Un tel choix, à l'analyse, apparaît cependant exigeant : il ne s'agit pas seulement de disposer d'un réservoir suffisant d'aumôniers aguerris et projetables ad nutum, il s'agit bien d'élaborer un dispositif complexe où la présence des aumôniers à l'arrière (en métropole) prépare, dispose et fait écho au travail de l'aumônier projeté.

Moins encore que dans le cas d'une aumônerie d'appelés ou d'une aumônerie de garnison statique pourra-t-on considérer l'aumônier projeté comme un sympathique marginal, une sorte d'alibi par rapport à une vision positive de la laïcité ou le recours commode en cas de décès d'un militaire. L'aumônier n'est pas un professionnel au sens commun du terme, il accomplit un ministère qui est d'un autre ordre qu'un métier, mais ce ministère est exigeant, il est rare, il demande à s'inscrire dans la durée. Ainsi, il serait illusoire d'imaginer adapter l'aumônerie militaire à l'accompagnement prioritaire des forces projetées sans intégrer une compréhension raisonnée des exigences d'un tel projet.

III - Evidemment, la perspective bien comprise d'une aumônerie de projection appellerait la

prise en compte d'autres facteurs. Citons ici notamment la dimension multinationale des opérations, totalement ignorée au niveau des règles de gestion imposées aux aumôneries dans la Défense française, et ce malgré les efforts de ces dernières pour multiplier des liens ou des collaborations sur le terrain ou en amont (actions de formation, échanges d'informations, réflexions engagées en commun).

Sans doute faudrait-il aussi pouvoir différencier les missions assignées aux différents cultes en fonction des besoins spécifiques ou des demandes particulières qu'ils peuvent connaître. La manie française héritée de Napoléon de concevoir les cultes sur un modèle unique et rigide décalqué de l'idée que l'empereur se faisait du culte catholique à son service est évidemment appauvrissante pour tous. Conjuguons plutôt nos talents.

Enfin et de façon évidente, les règles d'administration et de gestion des aumôneries devraient être profondément revues en fonction des exigences de la mission qui leur est impartie aujourd'hui [7] pour sortir d'un modèle rigide, contre-performant et globalement décourageant.

Patrick LE GAL

Evêque aux Armées Françaises

[1] C'est sans doute ce qui, pour partie, a inspiré la réforme statutaire de 2005 avec la « militarisation » des aumôniers et la suppression du statut civil. Il a cependant manqué à cette réforme d'être accompagnée d'une réflexion de fond sur le fonctionnement d'une aumônerie centrée sur l'opérationnel.

[2] Aujourd'hui, sauf exception, l'aumônier projeté n'a pas de remplaçant en métropole qui puisse assurer une présence, sinon de façon toute ponctuelle. Parfois c'est l'aumônier régional qui doit lui-même veiller à cet intérim, de loin.

[3] Un peu à la manière des bases de défense de l'armée canadienne. A défaut, il faudrait augmenter considérablement le format des aumôneries, ce qui n'est pas à l'ordre du jour.

[4] Et qui a suivi la M.C.O. (Mise en Conditions Opérationnelles) avec les unités partantes.

[5] A défaut, il serait imaginable d'organiser le service de l'aumônerie par brigades interarmées : dans le cas de brigades dont les régiments ne seraient pas trop dispersées dans leur implantation en métropole, un effectif de 3 à 4 aumôniers pour une brigade permettrait d'organiser le travail à l'arrière quand la brigade est projetée avec l'un ou l'autre de ses aumôniers.

[6] L'accès à des moyens de transport adaptés est une nécessité pour permettre à l'aumônier de visiter, avec une fréquence suffisante, l'ensemble des emprises relevant du théâtre où il est envoyé et éviter qu'un groupe soit privé de la présence effective de l'aumônier pendant le mandat. L'accès à des moyens de transport adaptés évite simultanément à l'aumônier d'être réduit à ne s'occuper, de fait, que de telle ou telle unité, où il réside habituellement : tant pour l'aumônier embarqué que pour l'aumônier en Opex, il n'est pas sain de ne pouvoir s'adresser qu'à une communauté réduite de quelques centaines de personnes alors que 1500 ou 2000 soldats sont présents sur l'ensemble du théâtre.

[7] Les aumôneries tous cultes confondus comptent moins de 300 postes mais restent gérés avec le même type de règles que les Armées qui comptent 1000 fois plus de personnes assujetties. Cherchez l'erreur.